

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

La vie imposée devient impossible

Les Parlementaires nous préparent un nouvel impôt. C'est le double décret. Il viendra s'ajouter au bloc des contributions directes ou indirectes, des impôts multiples qui écrase sous son poids sans cesse accru le consommateur.

Pour entretenir la machine à gouverner dans tous ses rouages néfastes, depuis la caserne jusqu'aux prisons, en passant par les administrations parasitaires, par sa Banque et par ses Tribunaux, les hommes d'Etat ont besoin d'argent de beaucoup d'argent.

Or, voici que l'unité monétaire de la « France victorieuse » est descendue plus bas que celle de ses alliés les moins « glorieux ». Le franc vaut à peine la lire. Le franc va rejoindre le mark et le rouble dans un dépréciement « honteux ». Et nos gouvernements, dans leur inquiétude, ne trouvent qu'une seule ressource, afin de pallier à la crise du franc : pressurer le contribuable, lui soutirer encore un peu plus, toujours un peu plus de cette monnaie qui doit être dans les caisses de l'Etat d'autant plus nombreuse qu'elle est dépréciée.

Faire rentrer les fonds nécessaires à la pérennité de son fonctionnement parasitaire : tel est l'unique scénario.

Et les consommateurs sont condamnés à payer des impôts, chaque jour, plus nombreux et plus forts. En réalité, sous des noms différents, les hommes qui consomment pour vivre, subissent un seul impôt. Il est monstrueux. Son nom pourrait être l'impôt sur la bêtise du consommateur ou, plus simplement encore, l'impôt sur l'Etat.

**

Parmi les consommateurs qui subissent l'impôt, il en est de deux genres. Les uns exploitent autrui ; les autres produisent pour autrui.

Les exploiteurs ne s'inquiètent guère de la hausse de l'impôt. Ils savent comment y remédier. Industriels ou commerçants capitalistes, ils augmenteront en proportion le prix des produits dont ils se disent les propriétaires. Et ainsi trouveront-ils toujours leur bénéfice et leur intérêt, en se soumettant aux lois de l'Etat. Car ils savent bien que l'Etat n'est en dernier ressort que le représentant de leurs priviléges, le gardien de leur coffre-fort, le gendarme de leurs domaines et de leurs usines. Aussi les capitalistes voteront-ils toujours les impôts nouveaux avec générosité. Ce ne sont pas eux qui les paient.

Les exploiteurs sont les éternels payeurs. Ils sont les ouvriers de la production. Ce sont eux qui tirent de la terre les fruits nécessaires à la vie. Ce sont eux qui créent les objets indispensables au bien-être. Et ils en sont spoliés par leurs patrons qui ne leur donnent, sous forme de salaire, qu'une part minimale du rapport de leur production — le moins possible pour entretenir la machine à travail.

Par le fait de l'exploitation capitaliste les prolétaires paient déjà le plus important et le plus lourd des impôts.

Mais ce n'est pas suffisant. Voici qu'intervient l'Etat. Ce protecteur naturel des possesseurs de richesses, ce soutien de l'ordre capitaliste imposera de la même façon les produits de première nécessité, qu'ils soient consommés par

les exploiteurs ou par les exploités. Et toutes les charges indirectes seront, par conséquent, supportées tout entières par les travailleurs, uniquement par les travailleurs.

Enfin, voici le comble : ce maigre salaire qui ne correspond même pas à la somme des dépenses strictement nécessaires à l'entretien d'une famille de producteurs, l'Etat veut l'imposer directement.

Et, après cela, on nous parlera d'intérêt général. On voudra, n'est-ce pas, monsieur Jouhaux, intéresser les travailleurs au sort de la collectivité nationale. On prétendra, n'est-ce pas, monsieur Cachein, leur demander de pousser de nouveaux politiciens à la conquête de la machine à gouverner. Comme si les producteurs pouvaient associer leur destin à celui des pilotes de l'Etat quel qu'il soit ! Comme s'ils ne trouvaient pas leur ennemi naturel dans la caste des politiciens accapareurs des biens de chacun au nom de tous, parasites, législateurs, fabricants d'impôts qui affaiblissent le peuple au nom du peuple.

Non, les producteurs ne peuvent attendre de l'Etat rien d'autre que misère et massacres, disette et guerre. Pour se dégager, du poids des charges publiques, l'individu n'a qu'à prendre conscience de ses besoins et de sa force. Qu'il n'espère rien que de lui-même. Qu'il se donne pour tâche unique de détruire tout ce qui se superpose à son appétit naturel et à sa volonté de création.

La machine-État n'est pas à conquérir : elle est à anéantir dans tous ses rouages. C'est elle qui conditionne, protège, garantit, défend tous les agents d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est elle qui fait tomber sur le dos de l'individu-consommateur, de l'individu-producteur, l'avalanche des impôts qui l'accabinent, l'anéantissent. L'Etat est la négation de toute vie personnelle, physiquement et moralement.

Supprimons l'Etat et tout s'écroule de l'échafaudage d'iniquités sociales qui permet à la sottise, à la brutalité, à la cupidité, de régner par le monde.

Il n'y aura plus sur la terre que des fruits à cueillir par ceux qui les auront cultivés ! Il n'y aura plus pour les ouvriers qu'à organiser leur propre production. Ce sera l'Anarchie.

— Et par quoi remplacerez-vous ce que vous prétendez abattre ?

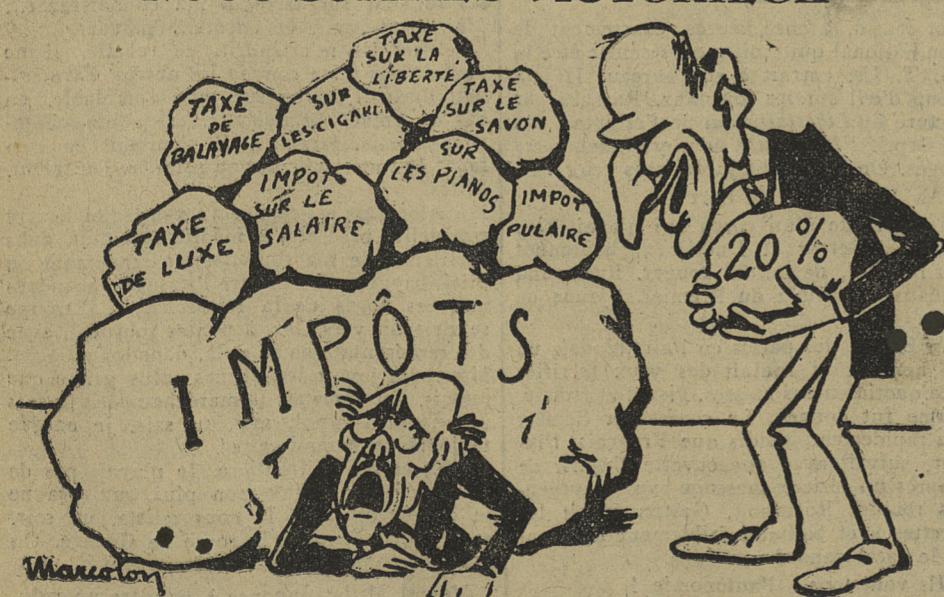
— Par rien du tout. Les individus n'ont besoin d'aucun organisme politique pour leur apprendre à se servir de leur corps et de leur cerveau pour le mieux de leurs intérêts physiologiques et intellectuels. Ce que les efforts personnels ne pourront atteindre, la solidarité animale et l'entraide réfléchie l'enseigneront tout naturellement.

A bas l'Etat et confiance en l'individu — voilà notre formule d'organisation pratique et de progrès idéaliste dans la vie.

Et que tous ceux qui ne s'y rallient pas, paient les impôts sans murmurer, subissent la vie chère sans protester et crèvent à la peine ou à la guerre sans avoir même le droit de crier : « Pitié ! »

André COLOMER.

NOUS SOMMES VICTORIEUX



MASTERYRE. — Encore un impôt, veux-tu bien, Vingt pour cent, ça n'engage à rien. (Air connu)

Les six francs dans la Chaussure

La maison Dressoir à Belleville

En raison du coût de la vie et des salaires de famine payés dans cette maison (chaussures Incroyable et Fayard), le personnel formulait la revendication suivante : 6 francs par jour d'indemnité de vie chère, c'est-à-dire un supplément de 3 francs, ces ouvriers ayant déjà 3 francs d'indemnité. Ces revendications furent présentées à la direction, lundi à 2 heures.

Pour les appuyer, le personnel fit la grève des bras croisés lundi soir et une délégation du syndicat se présenta à la direction, mardi à 9 heures. Le patron, s'abritant derrière une décision du syndicat patronal, ne consentit à accorder que 1 fr. 50, somme dérisoire que les ouvriers refusèrent.

Tout le personnel des trois usines quitta

en masse le travail à 11 heures et organisa une manifestation importante devant la maison Moutoux.

A 13 h. 15, les ouvriers et ouvrières se groupent devant les ateliers et descendant la Bourse du travail au cri de : les 6 francs, les 6 francs !...

Mardi après-midi, il y eut réunion de tout le personnel. L'enthousiasme et l'envie régnaient parmi ces travailleurs qui sont bien décidés à obtenir leurs revendications pleinement justifiées.

En effet, quels sont les salaires payés dans cette maison. Nous donnons ici quelques chiffres susceptibles de détruire la légende des hauts salaires et dénonçant la rapacité des gros patrons de la chaussure toujours avides de bénéfices énormes, édifiés sur la misère des travailleurs, mais ne voulant pas les payer.

N'est-il pas honteux en effet de constater dans cette maison qu'un brocheur travaillant depuis 25 ans, gagne 130 francs par semaine pour couper 700 kilos de cuir. Un ouvrier ayant 40 ans de présence dans cette maison gagne 70 francs la semaine.

Les salaires les plus élevés pour les hommes sont de 140 à 150 francs et il en est très peu. Pour les femmes, les salaires varient entre 60 et 90 francs sans compter ceux qui sont en dessous ; on trouve encore dans cette maison, des salaires de 48 fr. 50 et 55 francs. Dans certain service le salaire de début est de 60 francs pour arriver à 102 francs au bout de 16 ans de présence à la maison.

Nous demandons aux camarades de province, ou Dressoir à des succursales, de faire tout le nécessaire pour s'opposer dans leur maison à la fabrication des articles confectionnés à Paris. Nous demandons également à tous les camarades de la corporation de se déterminer de l'importance de ce mouvement et de la répercussion que sa réussite aura sur la corporation en général.

Nous pensons que tous feront l'effort nécessaire pour le soutenir, tant moralement que financièrement.

Le Conseil syndical.
Le Comité de grève.

LE MOUVEMENT

Les travailleurs de la chaussure ont assez bien répondu à l'indication du syndicat, de présenter sans attendre les revendications par maison.

Des résultats positifs sont déjà obtenus dans quelques maisons. Des augmentations de salaires allant de 15 à 25 francs ont été signées par le syndicat et certains patrons. Il est bon de signaler que la maison Michaud est en grève. La totalité du personnel ne travaillera pas tant que d'autres bases de discussion n'auront pas été trouvées par le patron. Les camarades travaillant dans la chaussure de luxe et n'ayant pas obtenu satisfaction se réuniront aujourd'hui à 15 heures, à la « Bellevilloise » 23, rue Boyer (20^e).

Le moral est excellent et les résultats déjà obtenus sont encourageants pour résister. Nos patrons ont de nombreuses commandes pour Pâques, tant pour la France que pour l'exportation. C'est le moment le plus favorable pour tous, pour pallier à l'augmentation des denrées.

Le Syndicat.

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CIToyEN

Goldsky est innocent

A l'heure où Goldsky, faisant la grève de la faim, proteste par un geste désespéré, contre le déni de justice dont il est victime, la Ligue des Droits de l'Homme veut faire connaître au peuple de Paris l'effroyable erreur commise contre lui.

Demain soir, 15 février, à 20 h. 30

GRAND MEETING
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
8, RUE DANTON.

DANS L'ANGOISSE ! Que fait-on de Goldsky ?

Sur une nouvelle officieuse

le long tourment que l'on fait subir à Jean Goldsky, et nous ne pourrions qu'être heureux de le voir cesser.

CHAUVIN, LHOMME, LORÉAL, MEUNIER, Détenus politiques.

La semaine ne peut s'écouler sans que Jeanne Morand soit libérée

Le Ministère de la Justice, qui n'a pas de tant de formes pour envoyer Marty auprès de sa maman en prend de toute sorte avant de libérer Jeanne Morand. Il se montre tout simplement ridicule et odieux un peu plus.

Le Quotidien est allé aux renseignements dans l'autre même et voici ce qu'il a rapporté :

« Les renseignements que nous avons obtenus hier aux mains d'agents de l'Intérieur et de la Justice nous permettent d'affirmer que le dossier de Jeanne Morand a été préparé par l'Administration Pénitentiaire et que la commission spéciale chargée d'examiner les demandes de libération conditionnelle sera appelée mercredi ou jeudi à examiner celle de Jeanne Morand : il n'existe aucune raison de craindre une réponse défavorable.

« Cependant Jeanne Morand ayant été condamnée par un conseil de guerre, la justice militaire aura son mot à dire.

« Les conclusions de la commission spéciale devront lui être soumises. »

On peut donc être assuré que notre amie sera libérée à la fin de cette semaine, au plus tard.

Mais il ne faudrait pas que l'on tarde davantage et que l'on joue avec Jeanne Morand ce jeu cruel du chat avec la souris.

UNE SÉRIE NOIRE

Des ouvriers tombent, victimes du travail

Sous la rubrique : « Leurs Dividends », nous n'ombrons pas de mentionner, chaque jour, la mort tragique des travailleurs, frappés en pleine besogne.

Aujourd'hui, nous nous voyons dans l'obligation d'élargir le cadre de cette rubrique. Dans la journée d'hier, tant en province qu'à Paris, le sang ouvrier a coulé. Jugez plutôt :

DANS PARIS

Hier matin, à dix heures, devant le numéro 15 de l'avenue Montaigne, Georges Bontemps, manœuvre, 27, avenue Marceau, à Courbevoie, travaillait dans l'immeuble sis 12, Faubourg Saint-Honoré. Vers 14 h. 30, un morceau de pierre tomba du haut du bâtiment sur le malheureux ouvrier qui, dans un état grave a été admis à Beaujon.

À 16 h. 50, 32, rue de la Bourdonnais, Toquin, 22 ans, 29, rue de Versailles à Igny, est tombé d'un échafaudage. Fracture du crâne. À l'Hôtel-Dieu.

EN PROVINCE

Belfort, 13 février. — Hier soir, deux ouvriers revenant du travail, ont été écrasés par le train de Nancy, au passage à niveau de la rue de Cravanche.

Clermont-Ferrand, 13 février. — À Ambert, le jeune ouvrier Chevaloy François, 18 ans, happé par une courroie de transmission, est entrainé et a la tête broyée.

Et de six !

Tous ces manuels qui sont ainsi donnés en holocauste dans l'exercice de leur profession, quelles sont leurs salaires ?

Où ! ils ne gagnent pas lourd : juste de quoi payer leur propriétaire et ne pas mourir de faim.

Leurs patrons, les actionnaires des grosses compagnies, ne touchent pas aux mêmes guichets. Le portefeuille bourré de billets de banque de toutes sortes, ces messieurs trouvent la vie belle et restent insensibles à la nouvelle de la mort d'un de leurs salariés. Et puis, ils ne risquent pas grand chose : le seul point noir de leur existence, c'est la perspective de voir baisser les actions.

Les travailleurs, eux, ignorent ces soucis, mais ils en ont d'autres. Et ces tristes tout le monde les connaît.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Une préface à l'escroquerie

Et la comédie continue. Après les critiques que M. Tardieu a exposées hier contre le projet des 20 0/0, il fallait s'attendre à une défense de la tentative gouvernementale.

M. de Tinguy du Pouet et Delachenal se sont efforcés, hier matin, devant une assemblée presque vide, de défendre le chef du Bloc National. Et comme la droite n'est pas adverse des coups de force, elle tenta d'éviter l'intervention de M. Herriot en décidant la clôture de la discussion générale, contre laquelle s'opposèrent vainement la gauche et l'extrême-gauche.

Mais la manœuvre fut déjouée, et à la tribune pour y défendre un amendement de M. Vincent Auriol qui réclame la « dissolution de l'article 3 ».

Et c'est la réédition de tout ce que l'on entend depuis quelques jours, inéfficacité du projet pour équilibrer le budget, augmentation de la vie, etc., etc. Bref, le tout pourrait se résoudre en quelques mots.

« Si c'était moi qui étais au gouvernement ça changerait. » Bien qu'il ne le dise pas, c'est bien là la pensée de M. le député du Rhône.

Mais M. Herriot a du fond, il aime être à la tribune, il s'étend, et comme les élections approchent, et qu'il espère bien dans la prochaine législature remplacer M. Poincaré, il prévoit que la politique des 20 0/0 obligeira la Chambre à faire d'autres ouvertures de crédits à l'Etat.

Le coût de la vie va augmenter, et c'est le budget de l'Etat qui sera le plus sévèrement touché. Parce que l'essence, le vin, le café ou les transports auront augmenté, on nous demandera des crédits additionnels, procédure grave, car elle est un moyen de lutte contre le contrôle parlementaire, bien qu'elle offre la meilleure occasion de relever les pires erreurs.

Ainsi vous aurez augmenté d'un côté les ressources de l'Etat mais de l'autre vous aurez accru ses dépenses.

Et le député du Rhône conclut :

Autant, Monsieur, le Président du conseil, je trouve naturel d'augmenter les impôts directs, autant, si une parole venue de la conscience, peut avoir quelque autorité sur vous, autant je vous adjure de ne pas demander à la Chambre de voter ce double décret.

Après une intervention de M. Nectoux la séance est levée.

Séance de l'après-midi

M. Vincent Auriol, à son tour, conteste la valeur des mesures que compte prendre le gouvernement.

« Nous disons, continue-t-il, que vos impôts vont augmenter d'une façon honnête le prix de la vie, et M. le Ministre des finances ne peut pas le nier, puisque lui-même a soutenu le projet de l'augmentation du tarif des chemins de fer. Tout sera à l'avantage. »

Une interruption bien inopportune de M. Coulant, déclarant que ce sera une coïncidence, provoque les rires sur tous les bancs.

« De plus, ajoute M. Auriol, vous affirmez vouloir faire un milliard d'économies sur l'exercice 1924. A qui allez-vous soustraire cet argent ? Non pas au ministère de l'instruction publique, ni à celui de la guerre, puisque vous avez promis de ne pas y toucher, non pas au ministère de l'hygiène. Alors, est-ce au ministère des finances ? Je ne le pense pas, puisque vous aurez besoin de tout votre personnel qui n'est pas seulement suffisant en ce moment pour liquider les affaires courantes. »

Et M. Vincent Auriol, avec une logique remarquable, nous montre, chiffres en mains, que le programme financier du comité de Lasteury est inopérant quant aux élections qu'il poursuit.

M. de Wendel défend les métallurgistes
M. Auriol lui envoie une lettre écrite par une grosse firme métallurgique, dont M. de Wendel est directeur, et dans laquelle un des scribes du gros magnat du fer, engage au nom de la Société, son client à payer ses achats en devises étrangères et non en francs (*Exclamations et protestations dans la salle*). « Voilà, s'écrit le député de la Haute-Garonne, les causes dont la baisse du franc est un effet, et tant que vous n'empêchez pas de telles spéculations, le franc sera bas, et la vie sera chère. »

Mais le fabricant de canons veut s'expliquer, et cherche, aux applaudissements des 121 millionnaires qui sont dans la salle, à excuser et à légitimer ses complices. Mais l'assemblée devient bouleversée, les pupilles — qui n'ont ici d'autre utilité, que de faire du bruit — entrent en cadence, et le président a du mal à rétablir le calme, pour permettre à M. Auriol de conclure.

Il n'y a pas que l'impôt, dit en terminant l'orateur, il y a l'incidence de l'impôt, qui est parfois plus lourde que l'impôt lui-même, et il demande à la Chambre, aux applaudissements de la gauche, de ne pas suivre le gouvernement, et de ne pas voter les deux décimes.

Malheureusement, en conclusion à son long, trop long discours, le député socialiste n'a apporté aucun remède. C'est qu'il n'y en a pas. Si pourtant, il y en aurait un, mais celui-là ne sera pas et pour cause, proposé par un des élus qui siègent au Palais-Bourbon. Ce serait leur fin, et ils ne le veulent à aucun prix.

Le rapporteur de la Commission de l'escroquerie dément son maître

C'est au tour de M. Bokanowski, rapporteur de la commission des finances, à venir répondre à toutes les critiques qui ont été apportées au projet des 20 0/0 d'impôts nouveaux. Le député de la Seine n'a prononcé hier que la préface de ce que sera, cet après-midi, le discours de son cher *Avant d'affronter l'adversaire*, M. de Lasteury a voulu savoir quel accès sera fait à son subordonné. Il est difficile à présenter. Si l'on pouvait avoir confiance en cette critique de droite, qui s'interpellent de droite à gauche, si l'intérêt de la patrie n'était pas un vaste bluff, subordonné aux intérêts de la classe, de l'industrie et de la finance. L'on pourrait affirmer que l'augmentation des impôts, et par conséquent de la vie, ne serait pas acceptée cet après-midi par la Chambre.

Mais nous n'avons que peu d'espoir; le gouvernement posera la question de confiance, et le tour sera joué; la Chambre suivra.

M. Bokanowski fut maladroit. Du reste la tâche était rude, et ce qu'il défendait était indéfendable. Contestant que le vote des impôts entraînerait fatallement une hausse du prix de la vie, il prétendait — lui — le contraire, affirmant que c'était le seul moyen d'enrayer la crise de la vie chère.

Parlant des projets proposés pour faire rendre gorge aux spéculateurs, il ajouta : *Il n'y a pas d'autres moyens. IL N'AUCUN MOYEN DE FAIRE PAYER LES SPECULATEURS, ET IL N'Y A QU'UNE CHANCE SUR DIX QUE VOS PROJETS DE LOI AIENT CE POUVOIR. JE VEUX BIEN MY ASSOCIER, MAIS JE N'AUCUNE CONFIANCE EN LEUR EFFICACITE.*

Ces paroles, les seules sensées qui aient été prononcées dans cette assemblée, ont le don de déchaîner un tumulte effroyable chez les *Représentants du Peuple*.



M. Bokanowski

Nous le savons bien, nous autres, que M. Bokanowski et son gouvernement ne veulent pas faire payer les spéculateurs et même le voudraient-ils. Ils ne le pourraient pas. Car au jour même où il géreraient dans l'esprit d'un chef de gouvernement de soutirer de l'argent aux privilégiés de notre société, il n'exerceraient pas le pouvoir une minute de plus. Et il en sera de même pour ses successeurs.

Mais voilà que M. Bokanowski, en voulant sauver son ministre, va le mettre à mort, en prononçant des paroles qui vont jeter le doute sur les bancs de la droite.

« Le double décime n'est qu'une solution empirique », déclare le rapporteur; et devant le scandale que provoque cette déclaration, Bokanowski se sent perdu. Poincaré et de Lasteury assis l'un à côté de l'autre, s'agissent sur leur banc.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Léon DAUDET. — C'est votre porte de sortie. Quant à moi, je ne veux pas que le Peuple français soit ruiné par vos inventions, car vos affirmations sont toutes gratuites.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif :

« Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Au salon des Indépendants

PREMIERE VISITE

Depuis 1884, la Société des Artistes Indépendants, regroupant les peintres et sculpteurs en révolte contre les Salons officiels d'où étaient bannies toute originalité, toute hardiesse, toute vérité d'art, applique courageusement cette heureuse formule : « Ni jurys, ni récompenses. »

Basée sur le principe de la suppression des jurys d'admission, elle a pour but de permettre à tous les artistes de présenter librement leurs œuvres au jugement du public. « Tel est l'essentiel de l'article premier de ses statuts.

Afin de mettre en pratique un si louable principe à la fois libertaire et égalitaire, le Comité des Indépendants, cette année, a décidé que les œuvres envoyées seraient classées par ordre alphabétique et groupées par nationalité.

Cela fit un moment quelque tintamarre, mais, en définitive, personne ne s'en plaint plus.

Promenons-nous dans le Salon, suivant cet ordre naturel.

Nous voici dans le grand hall d'entrée. De grands sujets de sculpture, tout de suite, nous attirent.

L'œuvre de CÉLESTIN MANALT, elle n'est pas inconnue des lecteurs du *Libertaire* et de la *Revue Anarchiste*. Voici bientôt vingt ans que notre ami André Colomer révèle dans la *Foire aux Chimères* et dans les *Pages Modernes*, sous l'égide fraternelle du grand Raffaelli, qui vient de mourir, l'effort d'art de l'artisan-sculpteur.

Depuis, Célestin Manalt n'a cessé de travailler sur le fond de sa Catalogne, loin des mesquines compétitions, loin des arrivismes étroits, scrupuleusement, fermement, en ouvrant d'un art par lequel il exprime son amour de la vie et ses angoisses d'idéaliste.

Voici son *Jeune Mendiant*. Comme le *Méprisé* et l'*Enfant à la Source* qu'il exposait l'an passé, c'est la même souplesse nerveuse du corps d'adolescent, la même grâce animée d'une double lunière : celle qui se projette du dehors et celle qui vient du sujet lui-même.

Voici les *Suppliants*, œuvre maitresse, chef-d'œuvre sans doute. Immenses, les corps de trois femmes : l'une massivement, au premier plan, effondrant sa tête sur ses deux poings crispés et, derrière, expressions de douleur allant au-delà de la douleur elle-même, les deux autres avec leurs têtes de souffrances, crispées d'espoirs, illuminées d'idéal, bras tendus et front de ravages. *Appel sanglotant vers l'Avenir ou l'Au-delà* !

C'est d'un tragique décoratif, simple et éternel.

L'envoi de SIMONE TALLICHET provient du même souci d'animer la pierre avec ardeur. Son *Offrande d'Amour* est remarquable. Une jeune femme de chair pleinement épanouie, de tout son être, avec ses deux poings crispés et, derrière, expressions de douleur allant au-delà de la douleur elle-même, les deux autres avec leurs têtes de souffrances, crispées d'espoirs, illuminées d'idéal, bras tendus et front de ravages.

« Ce qui voulait dire qu'il fallait à tout pris faire le silence sur les agissements des rapaces. C'est la "vraie justice" qui l'exige. Ah ! s'il s'était agi d'un pauvre diable qui, pour vivre, aurait détourné à l'un de ces gros mangeurs, la moindre partie de cet argent volé, c'aurait été une tout autre histoire. La "vraie justice" aurait exigé que les journaux fissent à ce malheureux une réclame, publient son portrait et que les rieurs de la loi s'appassent sur lui. »

Ces "bavardages" sont "intolérables" pourront-on lire dans *l'Eclair* qui ajoutait : « La vraie justice demande la discréption ». Ce qui voulait dire qu'il fallait à tout pris faire le silence sur les agissements des rapaces. C'est la "vraie justice" qui l'exige. Ah ! s'il s'était agi d'un pauvre diable qui, pour vivre, aurait détourné à l'un de ces gros mangeurs, la moindre partie de cet argent volé, c'aurait été une tout autre histoire. La "vraie justice" aurait exigé que les journaux fissent à ce malheureux une réclame, publient son portrait et que les rieurs de la loi s'appassent sur lui. »

C'est de la part de l'artiste que ce n'est pas la fonction d'être discrets, se sont empressés de répandre cette bonne nouvelle. Dame, si l'Etat réussissait à récup

A travers

le Monde

CE QUI SE PASSE

On parle beaucoup du discours que M. Ramsay Mac Donald vient de prononcer à Londres. Avec une extrême prudence, M. Mac Donald a éteint le terrain. Ne voulant se mettre à dos ni les conservateurs ni les travailleurs, il s'est efforcé de nager entre les deux parts.

En politique intérieure, M. Mac Donald a été très prudent hier. Il a eu soin de rassurer les capitalistes. On lui avait attribué de grands projets d'emprunts : il les a vivement démentis. Bien entendu, il n'a annoncé aucun impôt sur le capital. Le chômage a été le prétexte de revendications révolutionnaires, mais M. Mac Donald s'est bien gardé d'y faire écho : « Nous concentrerons premièrement nos efforts », a-t-il dit, non pas sur les secours à donner aux chômeurs, mais sur la reprise des affaires.

Le voilà bien, l'ami du peuple, le socialiste, le réformateur ! A d'abord les affaires et la politique, ensuite nous nous occupons des chômeurs qui croient de faire ! Voilà désormais la devise du ministère travailleur, ce ministère qu'on voudrait nous faire prendre pour un ministère ouvrier !

Et le Temps, ironique de déclarer : « Après ces déclarations, on se demande comment M. Baldwin, obligé de critiquer M. Mac Donald au nom du parti conservateur, va pouvoir s'exprimer pour paraître un bourgeois » que son contradicteur.

Quand aux relations avec la France, M. Mac Donald, l'ami des Soviets, a déclaré textuellement : « Mon devoir est de rendre hommage à M. Poincaré, dont la collaboration la plus cordiale m'a été offerte des le premier jour ».

Mac Donald, Poincaré, Mussolini et Moscou se chargent donc, en étroite collaboration, de refaire l'Europe.

Pauvre Europe !

On assassine dans le Palatinat

Des actes odieux viennent de se dérouler à Pirmasens dans le Palatinat.

Voici, d'après un témoin oculaire, quelques détails sur l'attentat de Pirmasens que la population qualifie de « Vépres palatinates » :

Dès le début de la matinée, une foule nombreuse, composée presque exclusivement de bandes nationalistes armées provenant de la rive droite, s'était massée devant le bâtiment du gouvernement occupé par une quarantaine de séparatistes sous le commandement du commissaire au gouvernement, M. Schwab et réclamait le départ des séparatistes. Ces derniers refusant énergiquement de quitter leur quartier général, la foule semblait se disperser lorsque, vers 5 heures de l'après-midi, les assaillants se sont portés à l'assaut du bâtiment à l'aide de bombes et de grenades. Les séparatistes, qui s'étaient barricadés, se défendaient de leur mieux lorsque les bandes nationalistes, ayant arrosé le bâtiment d'essence, y ont mis le feu.

Étouffant au milieu des flammes et de la fumée, atrocement brûlés, les séparatistes ont demandé grâce et se sont rendus. Obligés de sortir l'un après l'autre du bâtiment en flammes, ils ont été odieusement massacrés à coups de hache et de couteau.

Les nationalistes ont fait preuve, à leur égard d'une véritable sauvagerie et n'ont fait aucun quartier. Leur acharnement ne s'est même pas arrêté devant les cadavres qui, tailladés à coups de couteau, ont été jetés dans le brasier.

On déplore la mort de la presque totalité des séparatistes et on compte du côté de la population civile, 3 morts et 10 blessés.

Il est inutile de faire ressortir toute l'ignominie de cette foule nationaliste massacrant et mutilant une quarantaine de malheureux adversaires. Certes, nous n'épousons pas les idées des séparatistes, mais il ne saurait être question ici de divergences. Contre la barbarie sans nom des fascistes tous les hommes de cœur doivent se dresser sans distinction d'opinion.

Il est à remarquer que pendant tout le

massacre ni la police allemande ni la police française ne sont intervenues, la première se contentant d'avoir encouragé les nationalistes, la seconde se contentant de contempler le spectacle en diétant.

Le chef des séparatistes Schwab, a été grièvement blessé par les nationalistes. Au moment de tomber entre leurs mains, il a préféré se donner la mort. Il s'est suicidé en se tirant un coup de revolver dans la tête.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A-T-IL PEUR ?

Berlin, 13 février. — Les journaux signalent de différentes parties du Reich des révoltes communistes en vue de provoquer des troubles sur tout le territoire de l'Empire. D'importantes mesures de police ont été prises.

Suivant certains journaux, l'exécution du plan communiste aurait été remise au 20 février, à l'occasion de la reprise des séances du Reichstag.

AJOURNEMENT DES NEGOCIATIONS

Mavence, 11 février. — Les négociations qui devaient avoir lieu aujourd'hui en vue de procurer à la régie franco-belge des facilités de circulation directe pour ses trains à travers la zone britannique de Cologne, ont été ajournées à une date ultérieure. On a estimé qu'il convenait d'attendre que les comités d'experts qui se trouvent actuellement à Berlin aient terminé leurs travaux avant d'entreprendre ces négociations.

CONTRE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Berlin, 13 février. — On signale de divers points du territoire allemand, spécialement de Brunswick que le parti communiste projette pour demain de grandes manifestations pour protester contre la prolongation de la journée de huit heures.

A Berlin, la police est alertée.

CHINE

VAPEUR ECHOUÉ

Hong-Kong, 11 février. — Arrêté par une compagnie minière, le vapeur *Huawu*, transportant un chargement de charbon, s'est échoué près de Hong-Kong.

Un remorqueur de Hong-Kong a été envoyé à son secours. Mais, en arrivant sur les lieux le capitaine constatant que le vapeur était abandonné y a arboré le pavillon de sa compagnie. Le vapeur a été renfloué, remorqué à Kowloon et rentré comme pris par la Compagnie.

ITALIE

TOUJOURS POUR LA GUERRE

Rome, 13 février. — La *Gazette Officielle* publie un décret portant une augmentation de cent millions sur l'état des prévisions de dépenses du ministère de la guerre pour le budget 1923-1924.

France... Italie... tous ces pays peuvent se donner la main !

ANGLETERRE

VERS LA VICTOIRE DES DOCKERS

Londres, 13 février. — Les délégués des dockers et ceux des patrons se sont réunis aujourd'hui en conférence sous les auspices du ministre du travail. La conférence s'est adjournée à 19 h. 15, pour reprendre à 20 h. 30.

Un sentiment d'optimisme prévaut quant aux résultats des négociations. On croit que les patrons accorderont aux dockers un relèvement immédiat de salaire d'un shilling par jour et un second relèvement d'un shilling un peu plus tard.

Ce n'est que grâce à leur attitude énergique que les dockers vont obtenir satisfaction.

COLOMBIE

UN PONT SE ROMPT QUAND UN TRAIN PASSE...

Vancouver, 13 février. — Près de Chilliwack un pont établi sur la rivière Fraser s'est rompu au moment du passage du train, la locomotive et deux wagons ont été brisés. Trois employés du train ont été grièvement blessés : quinze voyageurs ont reçu des contusions.

LE DRAPEAU NOIR

58 Feuilleton du *Libertaire* 14-2-24

L'insurrection, vaincue partout, avait établi là son dernier quartier.

Dans l'église assombrie par la hauteur des voûtes, l'épaisseur des piliers, la couleur des boiseries et des marbres, deux chirurgiens soignaient les blessés. Les premiers avaient quitté la cure voisine pour apporter des consolations aux mourants. Deux femmes aidant au service de l'ambulance. L'une d'elles était une ouvrière de la rue de la Blanche, à côté de l'église. L'autre, une enfant de seize ans, avait bravé mille périls pour arriver par le quai de la Saône et les rues du centre jusqu'aux Cordeliers. Elle venait des côtes. Un sort pareil menaçait les défenseurs des Cordeliers. Aucun d'entre eux cependant ne songeait à fuir. Penchés sur les barricades à l'entrée des rues, ils s'apprêtaient à recevoir à coups de fusil les soldats lorsque ces derniers donneraient l'assaut.

Par la rue Champier, un homme, les vêtements défaits, couvert de sang, entra et sautaient, de l'autre côté :

— Ma dernière cartouche, camarades ? dit-il aux ouvriers.

Lorsqu'il fut chargé son fusil, il descendit les marches qui conduisaient à la place.

A même moment, la sentinelle de la barricade à l'entrée de la rue Grenette signala l'approche de l'ennemi. Il courut de ce côté.

— Attendez-moi, mes amis ! Je viens mourir avec vous !

Un des défenseurs de la barricade se retourna en entendant cette voix.

— Victor ! s'écria le nouveau venu.

Le jeune homme l'avait pris à la gorge.

Il appela ses compagnons :

— Venez ! Venez tous ! Vous voyez bien cet homme ! C'est un espion, un traître ! Il m'a fait arrêter il y a deux jours à la caserne du Bon-Pasteur !

Victor ouvrit violemment le vêtement de Cortez. Il en tira un portefeuille qu'il jeta à ses amis.

Ce matin, les dragons du général Déjean

En lisant les autres...

Mac Donald se situe

Ramsay Mac Donald a fait un grand discours qui a été plus ou moins longuement commenté par la presse.

Mac Donald a eu cette phrase : « Mon devoir est de rendre hommage à M. Poincaré. » Il n'a fait que répéter les paroles de ses prédécesseurs. Ce « farouche » travailleur n'est qu'un politicien qui se plaint dans son langage et ne voudrait pour rien au monde compromettre sa situation de « Premier ».

M. Jacques Marsillac résume ainsi ses impressions dans le *Journal* :

M. Ramsay Mac Donald vient de prononcer son premier discours de chef du gouvernement. Pendant une heure trois quarts, ce qui est long, étant donné les usages anglais, il passa en revue toutes les grandes questions en cours, dans un langage dont la facilité et la clarté laissaient apparaître mieux encore qu'il n'avait aucune solution nouvelle à proposer. Aussi, la sympathie avec laquelle on l'écoute d'abord se muait vite en une sorte d'inégalité polie. Peut-être parce qu'il avait cherché à ne froisser personne, M. Mac Donald ne plut à personne et, si on juge par les conversations de couloirs, le sentiment qui domine chez tous ceux, adversaires ou amis, qui l'entendent, est un sentiment de déception. On attendait autre chose.

Qu'en disent les communistes qui prétendent si fort le « travailleur » Mac Donald ?

Tiens ! Tiens !

Le Peuple annonce la nouvelle suivante :

En vertu d'un édit royal de 1778, M. Raymond Colrat, journaliste, a été expulsé ce matin de Tunis pour attaques violentes contre le gouvernement du protectorat.

M. Raymond Colrat est le frère du ministre de la Justice.

Cette expulsion provoque de nombreux commentaires.

Tiens ! Tiens !

Que pense M. Colrat de l'expulsion de son frère ?

Reviseuses !

Dans l'*Ère Nouvelle*, M. Victor Basch écrit :

Pour nous, nous apercevons un quatrième parti, le seul qui soit à la taille de la haute personnalité morale que demeure, malgré tout, la France, à la taille de son grand passé révolutionnaire et démocratique : c'est de ne pas permettre à l'Angleterre de la précéder dans la voie qu'elle vient d'ouvrir : c'est de s'y élancer à son tour, de toute la fougue retrouvée de son génie : c'est de reprendre conscience de son rôle de semeuse d'idée : c'est de saisir d'une main ferme le drapeau de l'entente internationale, et de devenir, elle aussi, elle surtout, la prophétesse inspirée, la réalisatrice passionnée de la paix européenne.

On se demande comment après tout ce qui se passe M. Victor Basch peut encore nourrir de semblables illusions ! Ne voit-il pas la politique de guerre que l'Angleterre poursuit seulement dans ses colonies ? Comment, guerrière et impérialiste chez elle, pourra-t-elle devenir générale de paix au dehors.

Quant à la France...

S'indigner ? Pourquoi ?

Léon Daudet continue à nous insulter dans l'*Action Française* et nous montre que son vocabulaire est plutôt restreint. Ca a été « l'horrible couple des Colombe » après « l'effroyable Vidal » et le foudre de

verso : « L'effroyable Vidal » et le foudre de son frère.

Nous avons autre chose à faire.

Il s'agit de sang !

L'Eclair reprend quelques passages de la presse nationaliste d'outre-Rhin :

On peut lire dans le *Koenigsberg Volkszeitung* : « En Prusse Orientale, nous avons

avait tourné les dernières barricades de la Guillotine, tué ou fait prisonniers les ouvriers qui les défendaient. A cette heure, à Vaise, les fantassins du général Fleury, irrités par la perte de trois de leurs tués à l'entrée du faubourg, attestèrent par un massacre leur victoire. Quarante-sept victimes tombaient sous les baïonnettes et les balles. La moitié avait pris part à l'insurrection. Toutes les privations que s'imposent les anarchistes pour faire vivre leur journal, lorsque l'on sait toute la prison qu'ils ont faite pour lutter contre les impérialismes déchaînés.

Mais, dans le fond, pourquoi s'indigner ? Le cas de Daudet, relève uniquement de l'asile d'aliénés et c'est perdre son temps que s'arrêter à de pareilles saletés.

Nous avons autre chose à faire.

— Cherchez ! Vous trouverez quelque ordre de trahison !

— Une lettre du préfet ! dit une voix.

— Et une carte d'agent ! dit une autre.

Cortez avait pris les deux poignets de Victor dans ses mains.

— Toi ! toi ! dit-il en l'enveloppant d'un regard d'amour.

— A mort, le mouchard ! A mort ! crièrent les hommes.

Cortez se dégagéa, et, les regardant en face :

— Un mouchard, inutile ! Je vais vous apprendre comment ça meurt, un mouchard !

Les tambours battaient la charge, annonçant l'approche des soldats.

— Place !

En deux bonds, il escalada la barricade, et sautaient, de l'autre côté :

— Vive la République ! cria-t-il en se promenant de long en large et en agitant son chapeau.

Les soldats tirerent sur lui. Il resta debout.

— Vive la République ! cria-t-il encore.

Une seconde décharge le coucha sur le pavé.

Le feu de la barricade répondit à celui des soldats.

En même temps, le canon rebondit dans toutes les directions, et toutes les barricades furent attaquées à la fois.

Les boulets fracassaient les pièces de bois, dispersaient les pavés. Les obus tombaient sur la place. Le combat fut court.

Les soldats arrivèrent en foule, exaspérés par cette lutte de trois jours, décidés à finir.

Leur masse débordait de tous côtés.

Lagrange ord

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Maréchaux de la Seine. — Le mouvement des maréchaux-ferrants se continue sans défaillance. A la réunion d'hier, les grévistes ont été unanimes dans leurs revendications.

Aujourd'hui, pointage des cartes à 14 heures et réunion à 15 heures à la Bourse du travail.

En raison de la grève, réunion extraordinaire du Conseil syndical, ce soir à 20 h. 30, au siège.

Baleiniers de Paris. — Les grévistes ont entendu hier matin une causerie de la camarade Georgette Bouillot, les encourageant à persister dans leur lutte afin d'obtenir 3 francs d'augmentation pour 8 heures de travail.

Réunion ce matin, à 9 h. 30, à la Bourse du travail.

Papeteurs de Paris. — Après 48 heures de grève, les ouvriers de la fabrique de sacs en papier Morquin ont obtenu une augmentation de 8 %.

Batiment de la Seine. — L'entrepreneur de travaux publics Quéhan, après un court mouvement des ouvriers de son chantier, avenue Daumesnil, leur a accordé 0 fr. 25 d'augmentation horaire.

Mouleurs-mosaïstes de Paris. — Des camarades sont restés sceptiques devant les extraits de contrat parus hier. Nous tenons à la disposition de tous la copie de ce contrat et l'original lui-même.

La solution du mouvement est immédiate. Que les camarades restent en constante liaison avec le bureau. Que ceux qui travaillent ailleurs et se sont volontairement imposés une contribution de grève s'en acquittent au plus tôt pour permettre à leurs collègues moins favorisés de tenir le coup jusqu'à satisfaction.

L'appui des syndicats ouvriers s'est affirmé efficace. Aussi nous sommes mieux armés que jamais pour faire triompher notre bon droit.

Produits chimiques de la région parisienne. — La grève des pétroles Jupiter continue à Juvisy et à Pantin.

A Colombes, les grévistes de la société Lille-Bonnières maintiennent leur revendication journalière de 6 francs.

Métaux de Levallois. — Les ouvriers de la maison Repusséau, fabrique d'amortisseurs, sont en grève pour une augmentation journalière de 6 francs.

Manufacture de Beauvais. — Les 150 ouvrières et ouvriers des ateliers de tissage sont en lutte pour une augmentation de salaires.

Diamantaire de l'Ain. — Après quelques jours de grève, les ouvriers diamantaire de Nantua, Châtillon et Saint-Germain, ont obtenu, comme leurs camarades de Saint-Claude, une augmentation de 20 %, avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier.

Ce double-décime est plus avantageux que celui proposé par Poincaré.

Métaux de Saint-Etienne. — Les 300 ouvriers de l'usine Automo sont en grève pour protester contre le renvoi d'un confrère qui ne voulait pas se transformer en garde-chiourme.

Métaux de Douarnenez. — Le travail a été repris avec une augmentation horaire de 35 centimes.

Produits chimiques de Brest. — Les ouvriers de l'usine Saint-Marc sont en lutte pour un relèvement de salaires.

Cimentiers de Couvrot (Marne). — Les cimentiers de Couvrot et Villers ont cessé le travail pour réclamer une augmentation.

Textile de Rouchamp (Haute-Saône). — Les 400 ouvrières et ouvriers de la filature et tissage Mura se sont mis en grève. Ils réclament des salaires meilleurs en rapport avec le coût de la vie.

Textile de Valence. — La grève de l'usine Allègre (soie artificielle) continue avec entrain, malgré l'intransigeance patronale. Une grande manifestation a eu lieu à travers les rues de la ville, devant la police mobilisée.

Les revendications

Pâtissiers de Paris. — Réunis en grand nombre à la Bourse, les ouvriers pâtissiers ont décidé de présenter les revendications suivantes : augmentation des salaires, journée de 8 heures, repos hebdomadaire collectif.

Linotypistes parisiens. — Le syndicat patronal de la presse parisienne fit une réponse dilatoire au syndicat ouvrier. Par contre, les directeurs de journaux acceptèrent les revendications.

Aux tailleurs de pierre

De toutes parts la Minorité s'organise sérieusement, les exploitants entendent défendre ce qui leur appartient ; « Le Syndicalisme », organisation de défense et d'attaque qui n'a rien de commun avec les charlatans de la politique. Seuls encore les travailleurs de la pierre n'ont rien fait pour s'organiser.

Ne croyez-vous pas, camarades, qu'il serait temps d'y penser, ne croyez-vous pas qu'il soit de toute urgence que la Minorité s'organise aussi dans notre corporation.

Pensez-y, vous avez la parole, mais faites vite.

Cet appel s'adresse aux tailleurs de pierre, ravaleurs et granitiers.

G. COURTINAT.

Alerte à Saint-Maur

Le C. I. de Saint-Maur, après avoir réuni toutes les sections des organisations d'Avant-Garde, a résolu d'empêcher la vente du camarade Doudou, du syndicat du Bijou, et des Locataires. Cette vente doit avoir lieu le 22 février. Le C. I. convie tous les exploitants à assister au meeting qui se tiendra Salle Drouet, 2, place du Théâtre d'Adamville, dimanche 15 février à 20 h. 30. Appel est fait aux camarades des alentours.

Le Bâtiment de Saint-Quentin contre les politiciens

Le Syndicat du bâtiment de Saint-Quentin, douloureusement ému par les incidents tragiques qui se sont déroulés au meeting de la Maison des Syndicats de la Seine, réprouve les criminels qui ont fait couler le sang des travailleurs, envoie son salut aux victimes et à leurs familles.

Emet le vœu qu'à l'avenir les réunions des groupements extérieurs n'auront plus lieu dans les locaux des organisations syndicales. Ces locaux doivent servir aux réunions qui unissent les travailleurs et non point aux réunions susceptibles de les diviser.

Le Syndicat espère qu'il sera mis un terme aux luttes fratricides et que tous les syndicats vont s'employer à refaire l'unité indispensable sur le terrain syndical.

Le secrétaire, L. BLANC.

L'Humanité a bien annoncé avoir reçu cette protestation, mais s'est bien gardée de l'insérer, et pour cause.

Mise en garde

La Bourse du Travail de Saint-Étienne met en garde les diverses organisations contre les agissements d'un escroc de nationalité italienne qui se prétend victime du régime fasciste, et n'est qu'un individu néfaste abusant de la solidarité ouvrière.

Il se nomme Pisano Ubaldo, né en Sardaigne. Il est petit, âgé de 27 ans environ, et se présente dans les organisations muni de la carte confédérée délivrée pour 1924 par le Syndicat des Métaux de Saint-Étienne, ainsi que d'une carte de la Minorité Syndicaliste du groupe de Saint-Étienne, et parle difficilement la langue française.

Nous espérons que les organisations prendront bonne note de cette mise en garde, et que ce triste individu ne fera pas de nouvelles dupes.

Le Secrétaire, L. MAHISTRE.

Même avis nous a été envoyé par l'Union locale de Grenoble.

La "Bataille Syndicaliste"

Assemblée générale des amis de la B. S. le dimanche 17 février 1924, à 9 h. 30 du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau.

ORDRE DU JOUR :

1^o Les propositions de la commission de gestion de la B. S.;

2^o Compte rendu financier;

3^o La propagande pour la diffusion de la B. S.;

4^o Vote des statuts du Cercle des Amis de la B. S.;

5^o La campagne pour l'unité, et sur quelle base.

Tous les amis qui désirent que la B. S. reste l'organe du Syndicalisme révolutionnaire, indépendant des partis et des sectes, doivent se faire un devoir d'assister à la réunion.

Le Gérant : G. COURTINAT.

A LA « FAMILLE NOUVELLE »

Les communistes sont encore battus

L'article XI du règlement intérieur de la « Famille Nouvelle » fixe les attributions du Cercle qui est l'assemblée mensuelle officielle de la société. Il s'occupe de tout ce qui intéresse la société, et exerce un contrôle moral. Sur les onze membres de la commission exécutive, six sont désignés par le Cercle, deux par le conseil d'administration, un par la commission de contrôle; en lont partie de droit l'administrateur et le propagandiste. Pour « raffermir le rôle du Cercle », un délégué spécial qui devient le secrétaire de la C. E. est désigné par le Cercle.

On le voit, le Cercle c'est le grand conseil après l'assemblée générale. C'est lui qui est chargé de donner les directives à la C. E. dont la majorité est désignée par lui.

Depuis un moment il y a conflit entre le Cercle et la C. E. à propos de tendances. En novembre 1923, le Cercle décidait, suivant la tradition, de renouveler ou de prendre des abonnements à différents journaux d'avant-garde, comme *l'Humanité*, *la V. O.*, *le Libertaire*, *l'Égalité*, *la Bataille Syndicaliste*.

La C. E. appliqua cette décision aux seuls organes bolcheviks. En décembre, le Cercle invita expressément la C. E. à respecter le vote de novembre, c'est-à-dire à envoyer les abonnements au *Libertaire*, *l'Égalité* et à la B. S. La C. E. n'en fit rien.

En janvier, la C. E., expression du Cercle, supprime la réunion du Cercle, sous prétexte des incidents de la rue Grange-aux-Belles.

Mardi dernier 12 février, après une longue discussion, le Cercle adoptait une motion Verdié-Decran, amendée par Decran, en opposition à une autre de la C. E.

La motion Verdié-Decran, votée par 58 voix contre 42, confirmait les votes précédents, enjoignant à la C. E. de prendre les abonnements aux trois journaux réprouvés.

Immédiatement, une pétition fut signée par la majorité du Cercle, pour réclamer une assemblée générale extraordinaire afin de mettre fin aux prétentions dictatoriales et antistatutaires des sectaires et des aveugles qui ont introduit la politique et la division dans une coopérative unie et prospère jusque-là.

D'ailleurs, il y a des communistes sincères et des sympathisants qui en ont assez de suivre des gens comme Henri Guillon, qui mènent la « Famille Nouvelle » à la ruine, et qui cachent leurs intérêts personnels derrière une idéologie aussi fausse que changeante.

LE CHARRON.

Le Parti communiste fonde ses syndicats

Nous tenons à déclarer qu'il faut rester fidèles à nos organisations.

NICOLAS Georges (février 1924).

Les communistes, renonçant à conquérir le Syndicat unique du bâtiment de la Seine, fondent des syndicats de métiers.

C'est ainsi que les charpentiers en bois, qui, au préalable, avaient pris soin de disposer les principales archives de cette section, déclarent former un syndicat en dehors du S.U.B., parce que le bureau central a refusé de remettre un collecteur à Teulade, ce dernier ayant manqué à ses promesses à propos des registres.

La maçonnerie-pierre vote, par 53 voix contre 50 (il y a 1.830 syndiqués à cette section) la création d'un syndicat à la demande de Nicolas qui oubliait ce qu'il venait d'écrire dans le T. I. du B.

Le S.U.B. se refuse à reconnaître de telles décisions contraires à toutes les décisions sur les syndicats d'industrie, il dénoncera cette scission au moment où la Fédération du bâtiment tente de réaliser l'unité des travailleurs de notre industrie ; et d'ores et déjà, le bureau central a tous les syndiqués, aux ouvriers du bâtiment et aux organisations centrales que les sections des charpentiers en bois et de la maçonnerie-pierre sont toujours au sein du S.U.B., qui continue comme par le passé, parallèlement à son action revendicatrice et sociale, à défendre de toutes ses forces le Syndicalisme révolutionnaire indépendant de toute chapelle, en dehors de toute entreprise et puisque les agents d'un parti politique le quittent il n'en sera plus à l'aise pour continuer en l'amplifiant la lutte contre toutes les formes de l'oppression, il pourra grouper tous les travailleurs que la politique chassait des syndicats.

Le bureau constate avec satisfaction que l'ensemble des sections a approuvé le conseil et l'A.G. du 27 janvier qui avait situé le syndicat à une formidable majorité. Il met en garde les organisations centrales qui pourraient accueillir ces nouvelles organisations, ce qui serait ainsi méconnaître le S.U.B.

Le Bureau.

P. S. — A noter que les charpentiers en bois, en cassant leur section, disent s'opposer ainsi à la désagrégation du mouvement syndical.

A noter également que Nicolas prétend (et il a reconnu qu'il avait tort) que nous voulons instaurer une confédération adhérente à l.A.I.T.

A titre d'information, nous indiquons ci-dessous une des manières de remplacer la liaison organique, chère à Moscou.

Liste des fonctionnaires syndicats, membres du Comité directeur du parti communiste :

Broult, secrétaire de l'U. D. de Seine-Oise, de la C. E. confédérée ; Cordier, secrétaire des coiffeurs de la Seine ; Jacob, secrétaire de la Fédération du textile, de la C. E. conf. ; Lucie Collard, secrétaire de la Commission confédérée féminine ; Garny, secrétaire des travailleurs de la vannerie (Seine) ; Gourdeau de la C. E. conf. ; Sémaré, secrétaire de la Fédération des cheminots, de la C. E. conf. ; Soudeille, secrétaire des employés de Lyon ; Thorez, secrétaire d'une section du syndicat déparlementaire des mineurs du Pas-de-Calais ; Delagardie, ex-secrétaire de la Fédération des métallos, conseiller prud'homme ; Dupillet, membre de la C. E. fédérée ; Poussel, secrétaire adjoint de la Fédération du Livre.

Et pour finir ceux qui sont au Conseil d'administration, ceux-ci comme les précédents émus par le tout récent concile de Lyon :

Demusois, secrétaire adjoint de la Fédération des cheminots ; Raynaud Henri, secrétaire de l'U. D. de la Seine ; Poussel, secrétaire de la Fédération des métallos, de la C. E. confédérée.

Minorité à 17. — Les camarades désireux de prendre part au sauvetage du syndicalisme sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu des 21, 20 h. 30, 172, rue Legendre.

Appel est fait aux camarades qui ont quitté le syndicat par dégoût des politiciens.

Minorité des P.T.T. — La Minorité syndicaliste révolutionnaire des P.T.T. de la Seine proteste contre la participation comme orateurs au meeting des travailleurs des services publics de la salle Japy, à Rigail, d'une assemblée de policiers, et de Joly, conseiller municipal.

Elle regrette que le camarade qui, au nom du Cartel unitaire, est entré avec la Fédération des Fonctionnaires pour l'organisation du meeting, n'ait pas pris les renseignements nécessaires, siégeables, à la rédaction de la question.

Minorité de la Voiture-Maréchalerie. — Réunion de la commission exécutive demain, 172, rue Legendre (17^e).

Les ouvriers en voiture et maréchaux qui détiennent des renseignements peuvent s'adresser à Cholin André, 89, rue d'Angoulême (11^e).

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE

ASSEMBLEE PLÉNIÈRE

Vendredi 15 février, à 20 h. 30, 49 rue de Bretagne, réunion générale des anarchistes de la région.

ORDRE DU JOUR

La campagne pour l'amnistie : Meetings et Manifestations ;

Propagande générale de la Fédération ;

Discussion sur le *Libertaire*, Opportunité d'un Congrès.

Groupe du 11^e. — Ce soir, 195, boulevard Voltaire, au « Rendez-Vous des Cochers